

Situation devenant extrêmement grave, nous la Russie refuse absolument de faire passer la Serbie, et, en outre, la Russie ordonne une mobilisation générale, la guerre éclaterait alors, à moins que l'Autriche n'évacue la Serbie immédiatement.

Les mesures militaires

Petersbourg, 29 juillet. — Dans les milieux militaires les mesures sont prises pour toutes les éventualités. Des trains transportant des troupes passent tous les quarts d'heure sur la ligne de Varsovie. Les fantassins arrivés de Kibari sont munis de 350 cartouches chacun. Des trains de munitions et de vivres arrivent incessamment. On fait dans la région de grands achats de fourrages. Il y a mobilisation à Kiev, Vilna, Odessa, Varsovie et même Petersburg, disaient-ils cette nuit. Le bruit court dans les milieux officiels que l'empereur lui-même, en cas de guerre, prendrait le haut commandement des armées. On annonce officiellement la fermeture aux bateaux de commerce et aux navires privés du passage compris entre Helsingfors et Hangoo. Les navires doivent dans cette région passer en pleine mer. Le bateau phare d'Evangsgrund a été déplacé, le phare fixe de Grobara et les autres phares près d'Helsingfors ont été éteints.

En Allemagne

Rappel de deux classes

Berlin, 29 juillet. — Des préparatifs militaires considérables ont été faits à la frontière allemande. On a signalé un régiment d'infanterie est arrivé à Absteinen, près de Stuttgart. Dix régiments sont arrivés de Stuttgart au camp de Eydekuhn, qui est garni par 250 soldats. Des généraux cyclistes en tenue de guerre portent ces ordres à la frontière. L'indépendance luxembourgeoise a fait, au long de la frontière allemande un effort qui lui a permis de recueillir les indications suivantes. L'Allemagne a rappelé deux classes de réservistes, les deux classes libérées les deux dernières années. Dans la matinée de lundi, les hommes de ces classes ont commencé à rejoindre leurs corps. D'autre part les garnisons de Metz, de Thionville et de Trèves sont consignées et les permissionnaires ont été rappelés. Dans toutes les villes — et ce fait nous a été confirmé par plusieurs personnes venues de la frontière allemande — les curés ont fait appel au patriotisme de la population.

Les socialistes allemands

protestent contre la guerre

vingt meetings à Berlin. Berlin, 29 juillet. — Dans la capitale et dans les faubourgs on en a eu 29 meetings socialistes contre la guerre. Tous les salons étaient archi-bondés. La police y exerçait une étroite surveillance. Voici la conclusion de la motion qui a été adoptée à la fin de ces réunions : « Les ouvriers allemands comme les ouvriers français ont en ce moment le devoir social d'agir sur leur gouvernement respectif pour empêcher que les peuples soient sacrifiés à la politique de prestige et de conquête de l'Autriche et de la Russie. « A bas toutes propositions belliqueuses ! « Vive la fraternité internationale des peuples ! » Après la clôture des réunions, des milliers de manifestants se sont dirigés vers la promenade de « Unter den Linden » où s'est déroulée une manifestation d'abord paisible. Mais soudain les cris de : « A bas la guerre ! » s'étant fait entendre, les spectateurs placés sur les trottoirs répondirent par ceux de : « Vive l'Autriche ! Vive l'Allemagne ! » La police avait pris les mesures les plus sévères pour empêcher les manifestations socialistes de gagner le centre de la ville. Des cordons d'agents barraient les rues conduisant au château, aux Tilleuls et à la porte de Brandebourg. Dix réserves importantes étaient massées depuis l'après-midi dans les édifices publics et les maisons particulières. Il y a eu cependant des manifestations sur la Panzerplatz, et la police à cheval a dû décamper cette nuit. Des réserves de Tilleuls et d'autres endroits, les manifestants chantaient des refrains socialistes et criaient : « A bas la guerre ! » Des contre-manifestations se sont produites. Les ambassadeurs de France et de Russie étaient gardés par les agents.

En Italie

La préparation militaire

Rome, 29 juillet. — Certains journaux étrangers avaient prétendu que l'Italie ne se sentait pas suffisamment prête à prendre part à une guerre internationale. Répondant à ces assertions, la « Correspondance militaire » assure que le royaume est apte militairement à faire face à toutes les éventualités ; il rappelle qu'au lendemain de la guerre de Libye, un crédit de 300 millions de lire a été consacré au dépôt d'armes, aux munitions, aux vivres, aux matériaux, à tous les approvisionnements de l'armée. Le journal ajoute que les provisions d'huile seraient suffisantes pour deux années d'hostilités et que la flotte se trouve virtuellement sur le pied de guerre. Quant à la mobilisation de l'armée, les effectifs pourraient être portés en peu de jours à 1,200,000 unités.

En Belgique

D'IMPORTANTES MESURES ONT ÉTÉ PRISES. — RAPPEL DE TROIS CLASSES

Bruxelles, 29 juillet. — Le roi a conféré officiellement mardi soir avec M. de Broqueville, président du conseil et ministre de la guerre, M. de Broqueville a ensuite eu une conférence avec M. Davignon, ministre des affaires étrangères, et avec le ministre des finances. Mercredi matin a eu lieu un nouveau conseil de cabinet. Des trains spéciaux ont ramené vers Bruxelles, Malines, Gand et Mons les régiments de cavalerie qui se trouvaient au camp de Beverloo. Tous les forts de la ligne de la Meuse, de Liège à Namur, ont reçu leur effectifs complets, et les officiers de garde ont été désignés. Les avant-gardes de régiments de chasseurs, de chasseurs et de carabiniers, qui étaient dirigés vers le camp d'Arion, dans le Luxembourg, pour une période de tir, ont été rappelés d'urgence. Des télégrammes de Verdun assurent que le général Belloz se prépare à faire sauter au premier signal de guerre le pont de Valcourt, sur la Meuse, où passent les lignes de chemin de fer allant de France en Allemagne et vice-versa. Le conseil des ministres a décidé ce matin le rappel d'urgence des classes 1916, 1917 et 1918. Le « National » dit que le gouvernement belge, avant reçu l'assurance que ni la France, ni l'Allemagne ne mobiliseraient, a décidé de surseoir au rappel des classes.

En Tunisie

TOUT EST PRÊT POUR LE TRANSPORT DES TROUPES

Tunis, 29 juillet. — Le consul d'Autriche-Hongrie fait publier par les journaux une note annonçant une mobilisation partielle et engageant les nationaux à se tenir prêts pour le départ. L'amitié est accordée aux réfugiés et déserteurs s'ils se présentent immédiatement. A Tunis toutes les mesures sont prises. Les congés sont suspendus pour les militaires et fonctionnaires postiers. L'attitude de la population est anxieuse, mais calme. La colonie italienne communique, à l'échelle grammes affichés aux vitrines de la Dépêche tunisienne. Des groupes nombreux stationnent, aucune manifestation. La population indigène paraît indifférente. A Bizerte toutes les mesures de stricte égalité sont prises. Les officiers chargés du service des forts sont à leur poste de combat et couchent dans les forts, où des logements sont préparés. Les torpilleurs de la défense mobile sous pression, mouillés dans la passe, sont prêts à partir. Toutes les dispositions sont prises entre l'état-major de la division et la Compagnie Pone-Guelma pour la préparation éventuelle du matériel destiné au transport des troupes.

Négociations diplomatiques

L'échec de la proposition anglaise

Comment on l'explique. Londres, 29 juillet. — Il convient d'expliquer et de préciser dans quelles conditions la proposition de sir Ed. Grey tendant à la réunion des ambassadeurs des quatre puissances à Londres n'a pu avoir de succès. Lorsque dimanche dernier, cette proposition fut transmise à Petersburg, déjà, remarque-t-on, la conversation directe entre les gouvernements russe et autrichien avait partiellement été engagée entre Vienne et Petersburg ou ne pourrait instaurer une seconde, et c'est ce qui fit que le gouvernement de Berlin, tout en reconnaissant le principe de la conférence de Londres, fit remarquer que la conversation directe entre les gouvernements russe et autrichien avait à suivre son cours. On s'accorde à rendre hommage à l'auteur de cette proposition qui fait le plus grand honneur à sir Ed. Grey. Au surplus, si les circonstances le voulaient, la proposition tendant à une réunion des ambassadeurs à Londres serait reprise au moment opportun.

Le refus de l'Allemagne

UNE EXPLICATION OFFICIEUSE

Nous avons annoncé hier que l'Allemagne ne voulait pas participer à la médiation à que proposait l'Angleterre. La « Gazette de Cologne » reçoit de Berlin l'explication officielle qu'on va lire, et qui équivaut à un déclinatoire, puisqu'elle se borne à recommander d'agir par la voie diplomatique. « On accueille ici avec satisfaction le fait que la pensée d'une médiation due à l'initiative de sir Edward Grey ait pris maintenant une forme officielle. Mais il y a lieu de se demander si, comme organe de médiation, une conférence des quatre grandes puissances représentée le moyen le plus approprié. Sans doute, on convient généralement que l'on ne peut pas exposer devant la réunion d'une conférence les détails de cette médiation, qui ne regarde que ces deux Etats. Quant au règlement en temps utile des difficultés pouvant surgir entre l'Autriche et la Russie, la question se pose nécessairement de savoir si les deux gouvernements veulent confier à une conférence de quatre grandes puissances une médiation officielle. Pour la réussite de cette médiation, il paraît plutôt indiqué de donner la forme la plus simple aux moyens employés dans ce but, et de recourir dans les rapports directs avec les capitales des empires intéressés aux discussions et aux influences diplomatiques habituelles, afin d'arriver par ce moyen à un résultat désiré de toutes parts. Si l'on avait recours à cette voie, l'Allemagne ne manquerait pas de continuer à donner aux puissances occidentales la collaboration dont elle a déjà fait preuve.

Un geste pacifiste

de l'Allemagne

On télégraphie de Belgrade

Sur l'intervention de l'Allemagne, l'Autriche a relâché les bateaux serbes qui avaient été capturés sur le Danube. Faux bruit de l'assassinat du ministre allemand à Belgrade. Berlin, 29 juillet. — Le bruit a couru cette nuit, à une heure tardive, que le ministre d'Allemagne à Belgrade aurait été assassiné. Ce bruit ne reposait d'ailleurs que sur des nouvelles de source privée et n'était confirmé d'aucune source sérieuse. Malheureusement de fait, cependant, on persistait à le répandre d'autant plus que l'heure tardive ne permettait pas d'obtenir un démenti des milieux officiels. A la dernière heure, le « Lokal Anzeiger » déclarait enfin avoir obtenu de Semlin une démenti affirmé de la même source, qui n'aurait été assassiné et qu'il était tout simplement parti pour Nich.

CONTRE LA GUERRE

DANS LA REGION

A Lille, l'Union Départementale des Syndicats a adressé au ministre une demande concernant la possibilité de manifester square Ruault et boulevard des Ecoles vendredi, à 8 heures du soir. D'autre part la Commission administrative de la Section Lilloise du P. S. a décidé de tenir ses grandes réunions de manifestation et d'attendre la parution du Manifeste de l'Internationale Ouvrière à Bruxelles. La Commission de la Fédération Nationale ouvrière de l'Industrie Textile nous communique un appel contre la guerre invitant ses adhérents à leurs manifestations à celles de l'Internationale Ouvrière. Dans le PAS-DE-CALAIS, le Bureau Fédéral de la Fédération Socialiste organise des manifestations, à LENS, jeudi à 3 heures (meeting à la Maison Syndicale), à CARVIN, vendredi à 8 heures (meeting à la Maison du Peuple) et à HENIN-LIETARD, vendredi à 5 heures (meeting au Salon du Peuple). Une grande manifestation socialiste réunissant plus de 10,000 personnes a eu lieu hier contre la guerre, à DENAIN. Le citoyen Delphin, adjoint au maire, a adressé au citoyen Lefebvre, député-maire de Paris, la parole de haut de la tribune de la mairie. Il a été très acclamé. Après lui, les représentants des syndicats ont harangué la foule. Aucun trouble.

AUTOUR DE LA GUERRE

Le rôle d'Autriche et de la République et des Chambres

Il n'est pas sans intérêt, à l'heure où l'on doit envisager toutes les éventualités de se poser ces questions : Quel serait le rôle du Président de la République et du Parlement si le territoire était menacé ? Le Président de la République négocie et ratifie les traités, il en donne connaissance aux Chambres s'il y a lieu, et il a le droit de l'Etat le permet. Le Président de la République dispose de la force armée et peut signer les ordres préparatoires de mobilisation, mais il ne peut déclarer la guerre sans l'assentiment préalable des Chambres. Le Président de la République ne peut engager les dépenses nécessaires à la mise sur pied de guerre de l'armée sans la vote des Chambres. Donc, pour trois raisons, si la patrie était menacée, le Parlement devrait être convoqué d'urgence. Le Président a le droit de faire cette convocation. Les Chambres assemblées, seraient saisies, et même temps, du texte du traité franco-russe et de la demande de crédits nécessaires pour effectuer les opérations militaires. L'ensemble, comme, selon leur droit, les Chambres s'assembleraient en comité secret pour délibérer sur les propositions présidentielles, lesquelles seraient, selon la Constitution, contrasignées par les ministres responsables qui en demanderaient l'application. Après le vote des crédits, le Président de la République aurait le droit de mettre un terme à la session extraordinaire du Parlement. S'il agissait ainsi, quelle serait alors la situation des membres du Parlement qui font encore partie de l'armée à titre de réservistes ou de territoriaux. Celui-ci ne peuvent faire aucun service militaire pendant les sessions, mais lorsque la session est close députés et sénateurs doivent répondre comme tout le monde aux exigences de la loi militaire, et leur service ne peut être suspendu qu'en cas de convocation de l'Assemblée nationale et pendant la durée de cette assemblée. Il faut espérer que les articles de la Constitution qui concernent ces mesures extrêmes n'aient pas à être appliqués.

La « mobilisation économique »

Une des questions les plus graves de l'heure actuelle c'est ce qu'on appelle la mobilisation économique du pays. Une correspondance de Berlin nous apprend comment serait organisée l'Allemagne pour procurer de l'argent non seulement aux services d'Etat, mais à tous les citoyens et pour permettre aux femmes et aux enfants de ceux qui combattent le vivre. Le pays sera divisé en régions financières au centre desquelles fonctionnera une commission régionale. Les banques, sous la surveillance de cette commission officielle, accorderont aux citoyens qui en auront besoin des avances sur les titres qu'ils possèdent, ces avances étant payées en papier-monnaie à cours forcé. Une organisation analogue doit fonctionner en France et au moment d'Agadir, dans l'Est, il avait été prévu que les maires et conseillers municipaux auraient même le droit d'émettre, à l'intérieur de leur commune, des bons municipaux ayant cours forcé et garantis par les biens communaux. On créait ainsi du numéraire nouveau à moins de la numéraire en circulation plus.

Les ressources financières

des nations

Une question extrêmement importante se pose : quelles seraient les ressources financières dont disposerait actuellement les deux puissances coalisées de l'Europe au cas d'une conflagration générale. C'est là, on le conçoit, un point du plus haut intérêt à connaître. Au début des hostilités les nations belligères auraient recours à des opérations de trésorerie. Toutefois ces moyens de se procurer de l'argent ne pourraient être épuisés, dans les banques nationales d'émission même que les Etats possédant des réserves métalliques ou disposant des banques d'émission des deux importants groupements européens. Les banques de la Triple-Alliance possèdent à peu près à l'heure actuelle une encaisse métallique de 5 milliards 285 millions de francs. Quant à l'encaisse métallique des banques d'émission de la Triple-Entente, elle s'élève à 10 milliards 516 millions, soit exactement le double de la Triple-Alliance. Si l'on détaille la composition de ces encaisses, on constate que pour la Triple-Alliance l'or figure pour 4 milliards 411 millions, alors que pour la Triple-Entente le métal jaune représente une valeur de 9 milliards 716 millions, le montant de la Triple-Entente et par rapport à la Triple-Alliance, une supériorité de 5 milliards 273 millions de francs ! Pour ce qui est de l'argent on peut dire qu'il se trouve à peu près dans les mêmes proportions des deux côtés. On voit qu'à l'heure actuelle le montant financier de la Triple-Entente est des plus rassurants. Les grandes banques de la France sont à même de prêter un puissant appui financier à leur pays, le cas échéant.

Mort de M. Adrien Hébrard

Paris, 29 juillet. — On annonce la mort de M. Adrien Hébrard, directeur du grand journal le « Temps », ancien sénateur. Il était né à Grisolles (Tarn-et-Garonne) le 1er janvier 1837. M. Adrien Hébrard de la jeunesse républicaine, il entra comme rédacteur au journal le « Temps » dont il devint directeur en 1871, et depuis il n'a pas cessé de diriger ce journal. En 1871, il fut porté sur la liste des candidats des quatre grands journaux républicains de Paris pour le département de la Seine ; il ne fut pas élu et ce n'est que huit ans plus tard, le 5 janvier 1879, qu'il fut élu député de la Seine. Le 29 juillet 1897, il ne se représenta pas. Il fut pendant plusieurs années président du Conseil général de la Haute-Garonne. Il a été président du Syndicat de la presse parisienne, et il était officier de la Légion d'honneur.

Le duel Albani-Dagouy

Paris, 29 juillet. — M. le conseiller Dagouy, le second assesseur de M. le conseiller Albani pendant le procès Calvaux, a chargé ses amis MM. Deligand et Guethier-Rouville, de se mettre en rapport avec les députés de M. Albani, MM. le général Dastin et Brunan de Labori. VINET-SING MOÏSE. NOMBREUX BLESSÉS. Pampelonne, 29 juillet. — Un feu d'artifice, organisé à l'occasion de la fête populaire, a fait explosion. Il y a 25 morts et une cinquantaine de blessés dont plusieurs sont dans un état désespéré. Le nombre des morts sont déplorables. Les blessés ont été projetés à une grande distance des lieux de l'explosion. Un déraillement. UN MORT — TROIS BLESSÉS. Aubusson, 29 juillet. — Un déraillement s'est produit ce matin sur la ligne d'Aubusson à Bussac. La locomotive du train 544 est sortie des rails. Le mécanicien a été tué et le chauffeur grièvement blessé. Deux voyageurs ont été blessés. La voie a été coupée et la circulation interrompue. Une noyade mystérieuse. EST-CE UN CRIME ? Paris, 29 juillet. — On a repêché près du pont du Pecq un cadavre complètement nu et qui portait de nombreuses blessures. Hier matin, le défunt a été identifié : c'est un nommé Jean-Marie Dagand, journalier, âgé de cinquante-neuf ans, qui habitait Saint-Germain-Laye. Les blessures firent tout d'abord supposer qu'on se trouvait en présence d'un crime, et aux premières heures, MM. Warin, juge d'instruction à Versailles ; Bonin, substitut ; Sauter, greffier, assistés de M. le docteur Flury, médecin légiste, se sont transportés au Pecq pour procéder à une enquête. Pendant que les magistrats interrogeaient plusieurs témoins amenés par le capitaine de gendarmerie Ballet, le docteur Flury a procédé à l'autopsie du noyé. Il résulte de cette opération que Dagand avait succombé à une apoplexie par submersion. Quant aux blessures relevées sur le corps, elles ont été faites après le décès et probablement par l'hélice d'un bateau. Cependant, certains faits ont retenu l'attention des magistrats. Dagand avait disparu de chez lui depuis vendredi dernier, et l'on ne s'explique pas comment, lui qui était un excellent nageur, il n'a pu se noyer, et l'on se demande si, comme on serait porté à le supposer, il a péri en se baignant, ce que sont devenus les vêtements qui le portaient et qu'il avait dû laisser sur la rive.

Dans la Région

Chronique Electorale

L'Election Sénatoriale du 2 août

Nous avons reçu la communication suivante, dont nous avions annoncé la publication dans hier : AUX ELECTEURS VENATOIS CITOYENS, Le Parti socialiste ne se préoccupant ni de questions de personne, a décidé de prendre part à la nouvelle liste électorale du 2 août et, comme pour l'élection du 24 Juin dernier, il vous dit : En présentant à vos suffrages le candidat du citoyen Gustave Deloy, le Parti Socialiste porte au terrain du suffrage restreint la lutte qu'il mène avec l'adversaire qui vous savez contre toutes les forces de réaction bourgeoise, militariste et clérical déchaînées à la fois. La situation politique présente exige que les partis parlent clairement et posent nettement position devant les vraies questions qui sont posées devant le Parlement et devant le pays. Vous rendez cette justice au Parti socialiste qu'il indique, d'une façon précise, les moyens qui s'imposent, si l'on veut faire sortir la République de la voie étroite, et réagir dans la lutte qu'elle est engagée. Aussi bien que quiconque, si ce n'est mieux, nous savons que dans l'état actuel des nations, la France doit assurer efficacement sa protection et sa défense. Or, la loi sur le service militaire de trois ans, loin de fortifier la défense nationale, l'a rendue plus compromise en désorganisant l'armée, et, ce qui est très grave, en démoralisant les soldats. D'autre part, il va imposer aux contribuables des charges vraiment exorbitantes, et il restreint la main-d'œuvre française si nécessaire à la production. Si nous voulons donner au pays une grande force défensive, il faut revenir, sans tarder, en faisant un meilleur emploi de nos soldats, au service militaire de deux ans, considéré comme une étape vers cette organisation démocratique que sera l'armement de tous les français valides. Nous nous déclarons une nation armée qui défiera toutes les attaques possibles, qui sera une garantie certaine pour la paix européenne et qui sera moins onéreuse. Il est temps que notre vieux système d'impôt soit remplacé par un impôt général et progressif sur le revenu et que le capital ait à supporter justement les charges qui pèsent sur les bras des petits contribuables et en ajoutant à celles, légères, qui sont imposées aux riches contribuables. Si nous voulons faire sortir les luttes électorales de l'ornière de la routine électorale, nous devons élever le terrain sur lequel elles se livrent et en faire de véritables luttes d'idées, de programmes, de partis. Il faut, et il est urgent, que la réforme électorale par le scrutin de liste avec représentation proportionnelle soit réalisée. Dans une démocratie, c'est un véritable scandale de voir des centaines de millions de citoyens, jetés sans compter dans le gouffre sans fond du militarisme, tandis que quelques sous sont données aux vieux travailleurs en guise d'assurance. Pour travailler sérieusement les millions de salariés qui sont, en ce moment, les victimes de la guerre sociale, il faut mettre d'abord une loi sur l'assurance contre les risques qui les menacent : l'invalidité, la maladie, le chômage. Mais nous savons que la meilleure volonté rétrograde d'une Chambre si avancée soit-elle se heurterait au conservatisme du Sénat. Tant qu'il y aura des députés qui se retranchent dans la position de supporter au volontés de la Chambre sortie du suffrage universel. Serons-nous incapables d'imiter l'exem-

A TOURCOING

Vicime de son dévouement

EN VOULANT ARRÊTER UN EQUIPAGE EN PARTIE, UN COURAGEUX CITOYEN A VAINCU L'HOPITAL. Samedi vers huit heures du soir, un accident qui a causé la mort d'un brave père de famille a mis en émoi le quartier de la rue de la Laiterie. Voici dans quelles circonstances : M. Lorrain Camille, 40 ans, tisserand, marié et père de trois enfants, demeurant rue de la Laiterie, 280, se trouvait sur le pas de sa porte, lorsqu'il vit arriver à fond de train, dans la direction de nos Rues, deux chevaux attelés à un chariot chargé de 4,000 kilos de pommes de terre. Ne voyant personne à la direction du véhicule et n'écoutant que son courage, M. Lorrain se précipita à la tête des chevaux. Il manqua de pied, glissa sur la chaussée et deux roues du lourd véhicule lui pesèrent sur le ventre. Relevé immédiatement par des témoins de l'accident et transporté chez lui, le malheureux vint à l'objet de soins énergiques de la part de MM. les docteurs Desbonnets et Huez qui diagnostiquèrent une rupture du bassin avec fracture de la vertèbre. Les praticiens firent admettre M. Lorrain à l'hôpital où il entra mercredi matin. Le courageux citoyen devait payer de sa vie sa courageuse intervention et expira peu de temps après l'intervention chirurgicale. L'équipage qui appartenait à M. Bessvère et qui était conduit par M. Lorrain, 275, a été arrêté non loin du lieu de l'accident, par un inconnu. M. Meynier, commissaire de police du 2^e arrondissement, a ouvert une enquête afin de déterminer la cause exacte de ce malheur qui plonge une famille dans le plus profond désespoir. M. Camille Lorrain était administrateur de la société de secours mutuels « La Prévoyance ».

A LENS

Les pierres qui tuent

UN MINEUR A LA TÊTE ECRASEE. A LA FOSSE N° 16. Un terrible accident est survenu dans les travaux de la fosse numéro 16 des mines de Lens. Un ouvrier nommé Vivier Désiré, dit « Pomard », 31 ans, était occupé dans la veine Dusouhal, à installer un outillage destiné aux berlines chargées de terres qui servent au remplissage de la taille, quand une bille de soutènement vint à céder. Un énorme caillou qui reposait sur cette bille s'abîma sur le malheureux Vivier qui fut projeté sur le sol. Quand on le releva, on constata qu'il avait le tibia brisé et le crâne brisé. La mort avait été instantanée. Le cadavre de Vivier a été remonté au jour et transporté à son domicile. Les malheureux laisse une veuve et six enfants en bas âge. Ses funérailles auront lieu jeudi à trois heures et demie. Le délégué mineur Cateau a immédiatement ouvert une enquête sur les causes de cet accident.

A Lison

Un arabe revolverisé

L'AGRESSEUR DU KABYLE EST ARRÊTÉ. Nous avons relaté hier la mésaventure du mineur Kabyle Ibrahim Ramdane ben Larbi qui, après avoir passé la soirée avec un individu fut assailli sur le chemin de Nogely par son compagnon qui lui tira trois coups de revolver et le soulaça d'une somme de six cents francs dont le soulageur porteur. L'enquête menée activement par la gendarmerie a amené la découverte et l'arrestation de l'agresseur de l'arabe. C'est un nommé Farid, âgé de 18 ans, mineur à Lens, où il demeure, chemin Marcol. Interrogé, Farid a déclaré qu'il avait remarqué alors qu'il travaillait à la fosse numéro 12 avec Ibra, que celui-ci portait toujours sur lui ses économies ainsi que la position qu'il recevait trimestriellement en titre militaire. Il conçut donc le projet de dévaliser l'Arabe. Il s'arrangea de façon à le rencontrer et à lui inspirer confiance, puis il l'entra sous prétexte de se faire reconduire dans un camp minier, et là, il tira sur Ibra les coups de revolver qui le blessèrent. Mais contrairement à toute vraisemblance Farid affirme qu'il n'a pas dévalisé l'Arabe. Il a été déposé au Parquet.

Une lettre de l'empereur

d'Autriche, au tzar

Petersbourg, 29 juillet. — La « Novosté Verma » assure aujourd'hui que François-Joseph aurait adressé à Nicolas II une lettre personnelle dont l'importance pourrait être considérable dans la solution du conflit. Le journal, qui prétend tenir sa nouvelle d'un source très autorisée, ajoute que si ces prévisions se confirment, la crise pourra se dénouer sans qu'il ait été nécessaire d'obtenir l'adhésion de l'Allemagne à l'idée d'une conférence, suggérée par Sir Edward Grey.

L'action Diplomatique

Une conversation décisive entre la Russie et l'Autriche pourrait-elle avoir lieu ?

Vienne, 29 juillet. — Aujourd'hui à 11 heures, les ambassadeurs de cinq grandes puissances : France, Russie, Angleterre, Allemagne et Italie, ont eu un échange de vues. On admet ce soir que la déclaration de guerre faite hier après que le tzar a déclaré l'Autriche en état de guerre, a été faite par Sir Edward Grey, ministre des affaires étrangères, à la suite d'un conseil de cabinet. Les efforts actuels de la diplomatie tendent à amener un échange de vues direct entre Petersburg et Vienne, au sujet de cette déclaration. Le tzar a écrit au tzar à la suite d'un échange de vues, qui ont eu lieu à Vienne, qui consistait à lui faire hier le compte rendu de ce qui s'était passé hier à Vienne, et l'Autriche a répondu qu'elle n'aurait rien de plus à dire. On croit que l'échange de vues aura lieu demain à Vienne. On croit que l'échange de vues aura lieu demain à Vienne.

Demain à 9 heures

LA GUERRE

Autro-Serbo

A LA CHAMBRE

(De notre rédacteur particulier) Paris, 29 juillet. — Les membres du groupe républicain radical et radical-socialiste ont tenu ce soir, à Paris, une séance à trois heures et ont adopté à l'unanimité l'ordre du jour suivant : « Le groupe radical et radical-socialiste a le devoir de reconnaître la gravité de la situation internationale et de se solidariser étroitement avec lui dans un surlapin de stricte confiance. »

Le groupe a décidé de commémorer

l'ordre du jour au président du Conseil, par une délégation ainsi composée : MM. Minin, René Bernard, Daniel-Vincent, Messinier, Dalbier, Silymyn, Jacques Chaurand, André Hesse, Pottier, Tiesler, général Pédoya. Cette délégation sera reçue à sept heures un quart par le Président du Conseil.

Nous pouvons ajouter que les députés

radicaux, assez nombreux malgré la rapidité de la convocation, ont longuement et très sérieusement examiné les divers points qui soulevaient la situation actuelle.

Un Conseil des Ministres

Paris, 29 juillet. — Les ministres et sous-secrétaires d'Etat se sont réunis à cinq heures et demie sous la présidence de M. Poincaré. Ils se sont entretenus de la situation extérieure.

Faux bruits de rappel de classes

On communique la note suivante : Paris, 29 juillet. — Contrairement aux bruits qui ont couru cet après-midi, il est inexact que le Gouvernement ait décidé l'appel d'une ou de plusieurs classes. Il s'est borné à prendre les mesures d'ordre et de sécurité que commande la situation.

Viviani s'entretient

avec les ambassadeurs de Russie et d'Allemagne

Paris, 29 juillet. — Des sa rentrée à Paris M. Viviani, président du conseil, a eu des entretiens avec M. de Schoon, ambassadeur d'Allemagne et, deux heures, avec M. Isvolski, ambassadeur de Russie.

Une note optimiste

à Petersburg

Petersbourg, 29 juillet. — Les journaux annoncent sans émotion la nouvelle de la déclaration de guerre adressée par l'Autriche-Hongrie à la Serbie. Ils estiment qu'il n'y a pas lieu de craindre des hostilités immédiates, et qu'en outre, les tentatives de médiation peuvent aboutir. C'est toujours de l'Allemagne qu'ils attendent la parole décisive. Quant à l'attitude de la Russie, c'est avec la même énergie qu'ils affirment la complète solidarité du pays avec la Serbie. Le « Novosté Verma » assure encore que la Russie fera tous ses efforts pour rejeter les prétentions injustes, et qu'elle ne craint pas une lutte sanglante, de quelque côté qu'elle vienne. Le « Courrier de la Bourse » fait appel à la paix intérieure pour faire face au danger extérieur. Un dernier espoir nous reste, c'est la fermeté de la Russie, de la France et de l'Angleterre, et le bon sens des gouvernements allemands. Quelles que soient les circonstances, cette fermeté ne nous trahira pas. Quant à l'Allemagne, nous ne voulons pas croire aveuglément que la politique puisse la dominer.

Demain à 9 heures

LA GUERRE

Autro-Serbo

A LA CHAMBRE

(De notre rédacteur particulier) Paris, 29 juillet. — Les membres du groupe républicain radical et radical-socialiste ont tenu ce soir, à Paris, une séance à trois heures et ont adopté à l'unanimité l'ordre du jour suivant : « Le groupe radical et radical-socialiste a le devoir de reconnaître la gravité de la situation internationale et de se solidariser étroitement avec lui dans un surlapin de stricte confiance. »